

RN 154 et RN 12

Le projet d'accélération de l'aménagement à 2 x 2 voies



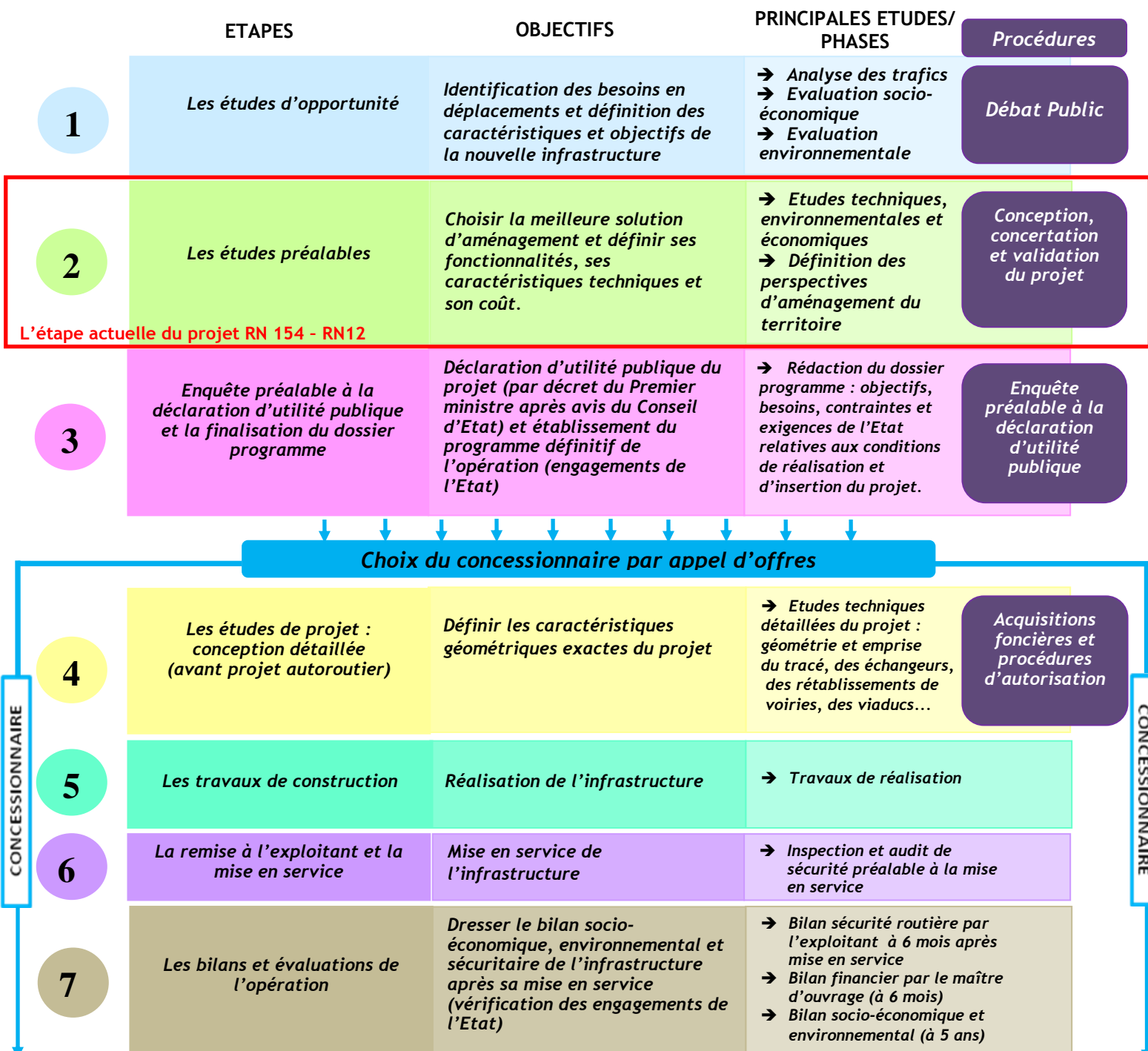
FICHE THEMATIQUE 2

LA CONCEPTION D'UN PROJET AUTOROUTIER

L'élaboration des projets d'autoroutes comme la RN 154-12 suit un processus complexe et progressif depuis les premières études d'opportunité jusqu'à la réalisation des travaux et la mise en service de l'infrastructure. Le déroulement complet de ces études et des travaux, y compris après la mise en service, peut être décomposé en sept étapes.

Le projet de mise en concession autoroutière de la RN 154 et de la RN12 se situe actuellement en phase d'études préalables, soit dans la deuxième étape du processus.

7 étapes d'études et de procédures



Les conclusions des études préalables permettront de choisir la solution d'aménagement la plus adaptée (notamment son tracé), d'en arrêter les principales caractéristiques techniques et d'en déterminer le coût avec précision. Pour le projet des RN 154 et RN 12, elles sont menées en deux phases : une première pour identifier les enjeux des territoires et les options de passage ; une deuxième qui portera sur la conduite des études de tracés et d'insertion du projet. Elles seront ponctuées par l'approbation formelle du projet préalablement au lancement de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Les études préalables première phase

Ces études menées sur une zone étendue permettent de :

- ✓ recueillir des données techniques, économiques et environnementales ;
- ✓ identifier les zones naturelles sensibles ou d'intérêt communautaire ;
- ✓ réaliser, en partenariat avec les collectivités territoriales et les acteurs locaux, une synthèse des perspectives d'aménagement local ;
- ✓ proposer, analyser, comparer les différentes options de passage.

Les études préalables seconde phase

Les études précédentes sont poursuivies et affinées pour l'option retenue. Un approfondissement des données techniques, économiques et environnementales sera engagé. Les variantes de tracés et de points d'échanges sont alors recherchées et comparées. Les impacts directs et indirects sont évalués notamment dans le cadre de l'étude d'impact du projet.

Le dossier est ensuite porté à l'enquête publique. Il comprend :

- ✓ une notice explicative précisant la place de l'enquête dans la procédure administrative relative à l'opération ;
- ✓ un plan général des travaux ;
- ✓ l'appréciation sommaire des dépenses ;
- ✓ l'étude d'impact du projet sur l'environnement ;
- ✓ l'avis de l'autorité environnementale ;
- ✓ l'évaluation économique et sociale prévue par la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) ;
- ✓ la mise en compatibilité des documents locaux d'urbanisme le cas échéant.

Le contenu des études préalables

Afin de mener à bien cette étape dans le temps prévu pour le projet, de nombreuses études seront lancées en parallèle. Le dossier d'études préalables est défini par la circulaire du 7 janvier 2008 et fera l'objet d'une validation du maître d'ouvrage par décision ministérielle.

Les principales études des études préalables à la déclaration d'utilité publique

Etudes Environnementales

Etudes milieu naturel / zones humides
Etudes d'insertion paysagère
Etudes agricoles et sylvicoles
Etudes acoustiques, air, santé
Etudes gaz à effets de serre / Evaluation carbone

Etudes d'évaluation économique et sociale

Etudes modales
Etudes d'urbanisme
Etudes de financement
Etudes de trafic / péage
Etudes socio-économiques (LOTI)

Etudes Techniques

Etudes géotechniques
Etudes topographiques
Etudes hydrauliques
Etudes de tracé
Etudes d'ouvrage d'art
Etudes d'assainissement
Etudes de terrassements
Etudes de chaussées
Etudes d'équipements et de signalisation

L'ETUDE D'IMPACT

« Les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leur dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences. »

Code de l'environnement article L. 122-1

L'étude d'impact du projet est soumise à l'avis de l'Autorité environnementale du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), autorité administrative compétente pour les projets routiers faisant l'objet d'une décision du ministre chargé de l'environnement. Son avis, rendu dans un délai de trois mois, est intégré au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.